

## Obama cause, Israël rit, les Palestiniens souffrent, ainsi va le monde!

L'entrée d'Obama à la Maison Blanche aura eu le mérite de permettre à Netanyahu de préciser les bases sur lesquelles le gouvernement israélien entend négocier, une énième foi, avec les Palestiniens.

Le premier Ministre israélien dit oui à deux Etats vivant l'un à côté de l'autre, mais ce sera un Etat juif et un Etat palestinien démilitarisé, avec des colonies juives. Annoncer ainsi les choses, c'est dire non au droit de retour des réfugiés, et mettre en œuvre un statut à risques pour les Arabes israéliens. Quant à Jérusalem, compte tenu de la situation actuelle, il serait étonnant qu'une partie puisse être la capitale de la Palestine.

Et Obama dans tout cela fait les gros yeux à Netanyahu, tout en laissant la colonisation se développer et en fermant les yeux sur les destructions des maisons palestiniennes de Jérusalem-Est. Bien entendu, les Gazaouis peuvent vivre dans le dénuement le plus complet dans l'attente des bombes qui, quotidiennement, s'abattent sur eux.

Côté européen, dans l'ensemble la satisfaction est de mise, de Paris à Prague en passant par Rome, B. Kouchner ayant salué la « perspective tracée » par Netanyahu.

Netanyahu est aux anges, personne ne parle de pressions à exercer.

Au Caire, au début de ce mois, sur le fond, le Président Obama n'a fait que confirmer les axes de sa politique au Moyen-Orient sans rien proposer de concret en ce qui concerne le conflit israélo palestinien.

En réponse aux espoirs que les Palestiniens, certains en tout cas, avaient pu placer en Obama, le premier Ministre Israélien fait un bras d'honneur aux États-Unis et à l'Union Européenne.

Boycott, désinvestissement, sanctions, tribunal pénal

International, et prise de conscience des Peuples sont les seules armes que les Palestiniens peuvent mobiliser pour faire entendre raison à Israël.

Ces armes, elles sont entre nos mains et, il y a urgence à s'en saisir et à les activer, pour la démocratie et pour la cause palestinienne ■

G.Mallié



Har Homa, à l'est de Jérusalem. Les colonies israéliennes continuent à pousser comme des champignons. Selon le député communiste israélien, Mohammed Barakeh, « Netanyahu a choisi la paix des colonies contre la paix dans la région ». (AP Photo/Dan Balilty)

Sommaire -	pages
> Enfants de Doha en Gironde	2
> AFPS, déclaration du congrès	3
> Message de Salah Hamouri	4
> Ex prisonnières d'Israël en Gironde	5
> Carnet de voyage	6
> Lieberman à Paris	7
> l'actualité en photos	8
> La nouvelle guerre médiatique	9
> Gaza, parlons-en	10
> La Palestine de Netanyahu	11
> Agenda	12

**Séjour découverte ;  
12 Adolescents palestiniens  
à Martignas**

## **Le programme -**

Vendredi 3 juillet

8h 30 Accueil aéroport Mérignac,

15h Centre de loisirs ALEMA à Martignas, ren-  
contre des acteurs du séjour

18h 30 Accueil en mairie

Samedi 4 juillet

Base nautique d'Hostens

Dimanche 5 juillet

Ballade à Martignas et visite de Bordeaux, pique-nique rive droite en soirée

Lundi 6

Activités sportives sur la commune de Martignas

22h on tutoie les étoiles

Mardi 7

Canoe; ça va pagayer sur La Leyre,

Mercredi 8

ESPACE Martignas avec les petits,

Rencontre avec les jeunes du centre socioculturel de Mérignac et danse dans le parc de l'hôtel de ville

Jeudi 9

Océan au Porge avec les ados du centre socioculturel de Martignas

Vendredi 10

CSC Martignas.

20h 30 hip hop et danse palestinienne salle Gérard Philippe

Samedi 11

Rencontre avec les jeunes de l'association « Repères » à Libourne

Dimanche 12

acrobranche Andernos

Lundi 13

Shopping Bdx en matinée et Burdicup l'après-midi

Bal du 14 juillet

Mardi 14 juillet

Départ 8h, retour à Bethléhem



Pour se joindre et Participer à  
ce  
projet appelez le 06 84 17 44 10

**Partenaires du projet:**  
CSC de Martignas et Mé-  
rignac, association  
« Repères » de Libourne,  
service jeunesse et sport  
de Martignas, Conseil  
Général, ALEMA, Asso-  
ciation Sportive Marti-  
gnassaise, ville de Mar-  
tignas, Jalle Astronomie.

# Déclaration du congrès de l'AFPS

*Palestine 33 était représentée par trois délégués au deuxième Congrès de l'Association France Palestine Solidarité, qui s'est réuni les 16 et 17 mai, à la Bourse du travail de Saint-Denis. Les groupes locaux étaient nombreux et se sont exprimés avec détermination. Il y a eu des avancées sérieuses, notamment sur le boycott. Le congrès a élu le Conseil national de l'AFPS, les deux membres sortants de Palestine 33 y ont été réélus. A l'issue du congrès, le Conseil national s'est réuni pour élire le Président : c'est Jean-Claude Lefort, déjà membre du CN, député honoraire et animateur du comité Salah Hamouri, qui succède à Bernard Ravenel à la présidence de l'AFPS.*

Les 138 délégués de 59 des 74 comités et des 3064 adhérents de l'AFPS ont adopté les rapports d'activité, financier et d'orientation proposés par le Conseil National sortant.

Le congrès a reçu un message du jeune franco-palestinien, **Salah Hamouri, invité d'honneur du congrès** alors qu'il est emprisonné injustement en Israël. **Il demande instamment sa libération immédiate.**

Il a reçu et écouté avec une grande attention **Raji Sourani**, directeur du PCHR (le Comité palestinien pour les Droits humains) de Gaza ainsi que Madame **Hind Khoury**, Déléguée Générale de la Palestine en France.

Il a procédé à une analyse collective du nouveau contexte international, européen et français ainsi que des évolutions constatées au Proche-Orient, y compris les difficultés auxquelles se heurte la nécessaire unité inter-palestinienne.

L'opinion mondiale s'est massivement émue de l'agression criminelle de l'Etat israélien contre la population de la bande de Gaza en janvier dernier. Des millions de per-

sonnes dans le monde, des centaines de milliers dans notre pays, se sont levées pour dire l'horreur que leur inspiraient les bombardements systématiques, les assassinats de sang froid de civils, la volonté de terroriser une population prise au piège et victime d'un blocus insupportable. En masse et dans leur pluralité elles ont dit leur solidarité avec le peuple palestinien et leur volonté d'une paix durable.

Alors que pour le peuple palestinien la catastrophe dure depuis plus de 60 ans, nous ne pouvons accepter de voir le silence retomber sur la poursuite du blocus de Gaza, la colonisation de la Cisjordanie et l'annexion de Jérusalem-Est, le refus de reconnaître le principe du droit au retour des réfugiés ainsi que sur les discriminations de toutes sortes dont ce peuple est quotidiennement victime.

Après Gaza, après les élections israéliennes conduisant à la constitution d'un gouvernement plus réactionnaire et raciste que jamais excluant toute perspective de paix, **le mouvement de solidarité se trouve face à des responsabilités accrues que l'AFPS entend assumer.**

Les groupes locaux doivent poursuivre et accentuer, par des efforts renouvelés, les actions d'information et de solidarité concrète qu'ils mènent depuis des années.

Tant qu'Israël poursuivra l'occupation et la colonisation, tant qu'il refusera de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien et les résolutions de l'ONU, tant que les prisonniers palestiniens croupiront dans les prisons israéliennes, nous poursuivrons notre solidarité. Dans cet esprit, le Congrès appelle tous les groupes locaux à répondre à la demande des ONG palestiniennes et des anticolonialistes israéliens. **II**

souhaite que les groupes s'impliquent pleinement dans la campagne BDS, qui doit être poursuivie et amplifiée avec une campagne appropriée qui permette d'aboutir au boycott des produits israéliens, au désinvestissement des sociétés françaises afin qu'elles cessent de participer à la colonisation et à l'effort de guerre israéliens, à des sanctions, en particulier la suspension de tout accord de coopération (militaire, policière, technologique, commerciale, économique, culturelle, scientifique et sportive).

L'AFPS poursuivra activement la campagne internationale de signatures pour obtenir la création d'un tribunal pénal international spécial pour instruire le dossier des crimes commis à Gaza, poursuivre et juger leurs auteurs.

L'AFPS donnera tout le retentissement possible aux travaux du Tribunal Russell sur la Palestine, initiative dont elle est partie prenante dans le cadre de la coordination européenne des comités Palestine, un tribunal de conscience en attendant le TPI.

L'Union européenne et la France ont des responsabilités. Il faut mettre fin à l'impunité dont bénéficie Israël. Le congrès appelle tous les citoyens soucieux de justice à oeuvrer afin qu'émerge la possibilité d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens; à se saisir des élections européennes pour interpellier les candidats – comme nous le faisons dans le cadre de la Plateforme des ONG pour la Palestine–, et leur demander de se prononcer pour que l'Union européenne refuse le « rehaussement » de ses relations avec Israël, mais au contraire suspende son Accord d'association privilégié avec cet Etat.

Malgré toutes les difficultés, le peuple palestinien nous donne l'exemple de sa volonté de résistance inlassable à l'occupation et à l'oppression. Sachons être dignes des espoirs qu'il place en notre solidarité.

De même, les évolutions négatives constatées en Israël font resurgir le spectre d'une guerre qui dégènerait au plan mondial. La centralité de la question du Proche-Orient pour le devenir planétaire est plus que jamais établie. Nous entendons relever ce défi majeur par des actions rassembleuses et multiples devenir planétaire est plus que jamais établie. Nous entendons relever ce défi majeur par des actions rassembleuses et multiples.

**Confrontés à de nouveaux enjeux, nous entendons saisir tous les potentiels nouveaux afin que la force du droit l'emporte enfin sur le droit de la force■**

---

---

## **Message de Salah Hamouri au deuxième Congrès de l'Afps**

Chers amis,

Je vous écris ce message depuis ma cellule, en mon nom et au nom de mes camarades, combattants de la liberté qui ne renonceront jamais à leurs principes de liberté, de justice et d'humanité.

Nous sommes heureux, malgré les difficultés du monde d'aujourd'hui, de participer de notre prison israélienne à votre Congrès qui se tient le 17 mai, une date qui nous rappelle « la catastrophe », l'expulsion du peuple palestinien de sa terre il y a 61 ans.

Malgré toutes les résolutions de l'ONU, l'Etat sioniste continue à perpétrer ses massacres dans l'indifférence et le silence complices de la communauté internationale. Le dernier ayant

eu lieu à Gaza cet hiver. Pendant la guerre contre Gaza, les manifestations de solidarité avec la Palestine, en France ou ailleurs, nous ont redonné du courage et de l'espoir.

Les événements de ces dernière

années, les Accords d'Oslo finalement refusés par la majorité des Palestiniens car ils ne prenaient notamment pas en compte le droit au retour et n'ont pas ouvert de perspective, l'échec du processus de paix, l'expansion de la colonisation ont rendu impossible la réalisation des objectifs légitimes du peuple palestinien.

Devant ces obstacles, nous n'avons pas d'autre choix que celui de la résistance pour obtenir nos droits qui sont : **la fin de l'occupation ; l'application du droit international, comme la résolution 194 par exemple qui reconnaît le droit au retour des réfugiés ; la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale ; la libération de tous les prisonniers politiques.** Enfin, tout « simplement » **le droit de vivre librement et dignement,** comme les peuples libres du monde.

Nous devons résister pour exister et les Français savent ce que cela veut dire.

L'histoire nous montre que l'occupation d'une terre, d'un peuple peut durer longtemps, mais qu'elle n'est jamais éternelle.

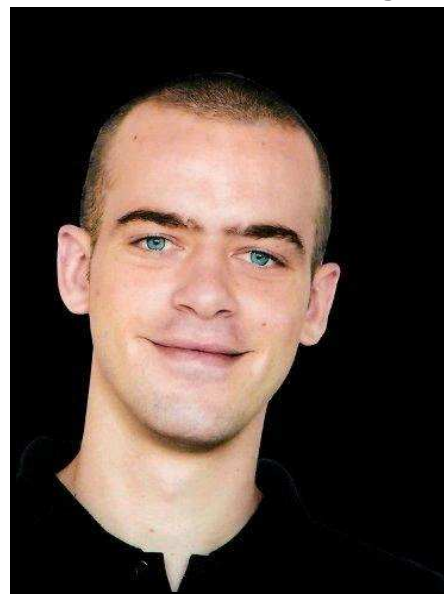
C'est en relisant l'histoire du monde que nous gardons espoir dans nos cellules. L'occupant ne cassera jamais nos volontés, mes camarades combattants et moi-même avons fait le choix de rester aux côtés de notre peuple.

Comme le disait le Che :  
« Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux ! »

Avec vous, ensemble en France et en Palestine, nous devons lutter pour les mêmes valeurs. La liberté, l'égalité et la

fraternité sont un droit pour tous les peuples du monde.

**Je remercie l'AFPS de m'avoir choisi comme invité d'honneur à ce congrès.**



**J'espère que grâce à vous je pourrai y participer une prochaine fois, vous rencontrer et parler au nom de mes camarades.**

Avec mes chaleureuses salutations.

**Salah**

**Liberté pour  
Salah Hamouri**

**Mercredi 24 juin  
Le jeune Franco-Palestinien  
Salah HAMOURI  
est emprisonné en Israël  
depuis 1564 jours**

Son comité de soutien appelle à  
lui écrire:  
Salah Hamouri, Doar nah Guilboa,  
10900 Beït Shean, Israël

## Prisonnières politiques MANAR ET ESMAT

ont vécu le calvaire des prisons israéliennes.



Le 8 avril 2009, à l'initiative du groupe des femmes en noir de Caen, Palestine33 accueillait deux jeunes femmes palestiniennes qui ont séjourné dans les geôles israéliennes. Sans haine, avec force détails elles ont parlé de leur détention, des humiliations subies, de leur lutte à l'intérieur de la prison et du pénitencier.

Elle s'appelle Manar, elle a 36 ans, trois enfants, dont Bassam qui l'accompagne. A dix-sept ans et demi, elle est condamnée à douze ans d'emprisonnement: elle en fera six et rencontrera son mari dans l'environnement carcéral. Elle est de Taybeh dans les territoires de 1948.

Elle s'appelle Esmat, elle a quarante-deux ans dont trois ans dans les prisons israéliennes, elle vient de Tul-karem, elle est titulaire d'une licence d'anglais. Elle travaille au ministère palestinien des affaires des prisonniers.

Voici quelques extraits de leur témoignage:

Nous sommes en 1992, une heure du matin, chez moi, c'est la l'époque des examens. Dehors des bruits de chars, les soldats m'attrapent, me bandent les yeux, me menottent et c'est en vêtement de nuit qu'ils me conduisent en cellule, sous terre, pendant quarante-huit heures, dans un centre d'interrogatoire, à côté d'Haïfa. Puis c'est le début des inter-

rogatoires, les yeux bandés, les questions fusent durant quarante jours. Et un nouveau voyage de tortures « harcèlement, interrogatoire déshabillée... humiliations ».

En prison, la lutte s'organise contre les humiliations, quatre mois après mon arrestation, grève de la faim durant huit jours, intervention d'associations et transfert dans une prison de femmes. Je serais libérée en 1997, grâce à notre lutte à l'intérieur de la prison. Sur les soixante-huit femmes présentes, les Israéliens décident d'en libérer soixante-trois, les cinq autres devant continuer à croupir et être humiliées à vie ! Les soixante-trois libérées décident alors de rester en prison tant que les soixante-huit ne seront pas libérées. Le bras de fer durera deux ans, la lutte pour sortir toutes ensemble s'organise, inquiète les israéliens. L'affaire fait du bruit à l'extérieur, d'autant plus que nous nous sommes toutes enfermées dans une cellule et nous faisons la grève de la faim. Un soir, à 23 heures, les Israéliens nous libèrent toutes, malgré les protestations des colons. Lamia, une des cinq filles condamnées à vie est expulsée au Brésil.

Debout à six heures, puis la journée s'égrène au rythme des sorties dans un espace de quelques mètres carrés, et de la lecture quand nos geôliers nous laissent nos livres.

Plusieurs prisonnières ont accouché en prison les mains liées! L'absence de soins est la règle, pas de spécialiste, pas de suivi de grossesse. Après la naissance d'un enfant, nous le gardons près de nous jusqu'à l'âge de deux ans. Pour les enfants en bas âge qui sont privés de leur mère, « Maman » est un mot devenu vide de sens.

Parfois les soldats tirent sur les prisonnières, nous sommes quotidiennement confrontées aux tortures physiques et psychologiques. La nourriture est volontairement abîmée (souillures, crachats).

Nous emprisonner, c'est faire pression sur les Palestiniens. Depuis 1967, 650.000 Palestiniens sur 4,5 millions, soit 20% de la population, ont connu la prison, dont 7.500 enfants. Actuellement les prisons israéliennes détiennent, à l'intérieur d'Israël, ce qui est contraire au droit international, onze mille Palestiniens, dont 320 enfants, qui régulièrement subissent des tortures et des sévices sexuels.

**Nous aimons la vie, nous n'aimons pas la mort, nous n'envoyons pas nos enfants à la mort. La prison ne nous démolit pas, nous avons l'espoir, un grand espoir dans la cause qui nous fait résister. Notre force vient de notre foi, de la justesse de notre cause, de la volonté de laisser un pays à nos enfants.**

**Pour conclure –**

La liberté est le bien le plus précieux dont nous pouvons jouir.

Nous ne comprenons pas pourquoi depuis des années des milliers de Palestiniens sont privés de liberté, des hommes, des femmes, des enfants... Et le monde se tait ! il suffit qu'un soldat israélien soit détenu par les Palestiniens, et c'est la réprobation générale. Où est la justice ?

Vos lettres nous donnent du courage, elles nous aident à vivre.

Merci

## Le Carnet de voyage de Marie Hélène

vants connaîtront une Palestine libre". Cette certitude est enracinée, car un autre m'a dit: "Ce qui fait notre différence, c'est que nous avons le temps, si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain ou dans cent ans, ou plus, mais ça arrivera".

Haïfa, j'ai aussi rencontré Lubna et sa maman. Deux personnages très attachants, la maman qui passe son temps à coudre des taies d'oreiller qu'elle vend au profit des enfants de Gaza. Lubna, elle aussi, est très engagée.



**Le fil de fer barbelé, le produit de base des Israéliens!**

Retour dans cette région qui m'attire. Pas de "mission" cette fois, mais un peu de tourisme et des rencontres, d'abord en Jordanie, puis en Israël et Palestine. Les rencontres, prévues et imprévues m'ont donné l'occasion de discuter avec des Palestiniens israéliens, des Palestiniens réfugiés à Amman, des Palestiniens de Cisjordanie.

En Jordanie, quatre des chauffeurs de taxi qui nous ont transportés étaient des Palestiniens réfugiés et vivant encore dans le camp de réfugiés de Baqa'a. La population Jordanienne est composée de 33% de Palestiniens (2005) selon les sources de l'ONU, 50% selon mes chauffeurs de taxi. Ils sont relativement bien intégrés, et (du moins ceux que j'ai rencontrés) s'en sortent assez bien financièrement. Mais tous m'ont parlé du mal du pays, de la douleur de ne pouvoir y revenir. Omar, dont la sœur s'est mariée avec un Palestinien de Ramallah et qu'il n'a pas vue depuis 12 ans. Le téléphone sonne, c'est elle: "tu me manques, ha bibi". L'émotion le gagne, et il me dit: "je ne le verrai sûrement pas, ni mes enfants, ni peut-être mes petits-enfants, mais je suis sûr que les sui-

De Jordanie, je réussis à passer en Israël, après avoir répondu avec plus ou moins de succès à des questions aussi difficiles que: «Transportez-vous des armes? Pourquoi allez-vous en Israël? (Je fais répéter 2 fois une question) Vous ne comprenez pas l'Anglais?" Et là, je retrouve M., qui était venue peu de temps avant en France pour parler de la vie des prisonnières palestiniennes en Israël. Sachant que j'y allais, elle m'avait invitée à passer chez elle. La communication avec elle passait par son mari, puisqu'elle ne parle pas anglais. Elle vit très discrètement à Taybeh, puisqu'elle n'a pas le droit de vivre en Israël. B., son mari, et Ahmed sont deux Palestiniens Israéliens qui ont vraiment bien réussi, belle voiture, belle maison. Mais pour tous deux, la transmission de la culture arabe à leurs enfants est essentielle. B. saisit toutes les occasions pour emmener ses enfants voir des villages détruits ou pour leur parler de leur Histoire. Leurs engagements ne sont pas les mêmes, l'un est très actif, il parle volontiers de son activisme; l'autre plus en retrait, moins à l'aise, s'exprime peu, et lorsqu'il le fait, c'est en s'excusant presque de ne pas agir davantage. A

Mon séjour s'est terminé chez Esmat qui est une des deux femmes que nous avons reçues à Bordeaux. Je suis donc allée la voir chez elle, dans son village, près de Tulkarem où elle travaille. C'était un vendredi, et Esmat m'a expliqué que c'était le jour de prière et de visites à la famille. Elle s'est même excusée de ne pouvoir m'emmener voir des villages détruits. Mais je voulais bien aussi voir la vie dans un petit village. Vie paisible, rythmée par la prière, le thé, le café, un fruit. La journée se termine par une visite dans les serres d'un cousin. Il nous explique que l'eau est rationnée, et, de plus, ils n'ont pas le droit d'arroser à la tombée du jour (efficacité optimale de l'arrosage) mais entre 12h et 14h (évaporation de l'eau optimale, d'où moins d'efficacité). Nous allons voir "le mur", qui, ici, est matérialisé par une barrière électrifiée, ce qui est probablement aussi efficace, mais dont l'aspect est beaucoup moins menaçant que les murs de bétons que j'ai vus du côté de Bethléem, de même que les colonies, qui arrivent presque à se fondre dans le paysage, contrairement aux colonies du côté de Bethléem. Cela correspond d'ailleurs à l'impression générale que j'ai pu avoir dans le Nord du pays: l'occupation se fait moins pesante, moins visible. Pas de patrouille de soldats armés dans les rues des villes arabes comme à Jérusalem, des checkpoints sans soldats; même les colonies se font plus discrètes. Mais, je sais bien que je n'ai pas vu grand-chose, seulement Tulkarem et ses environs, et côté israélien, Haïfa, Nazareth et St-Jean d'Acre. Et dans cette dernière ville, il semble que la ville arabe soit complètement abandonnée.

L'hospitalité arabe existe, je l'ai rencontrée. Et j'attends avec impatience les jeunes qui vont venir en juillet: ces échanges sont importants, pour eux comme pour nous ■

**Marie Hélène ROY**

# Lieberman à Paris

## Journée brune

### pour tous les démocrates français



Place de la Victoire 5 mai 2009

Celui que l'écrivain et journaliste israélien, Ury Avnery, qualifie de « raciste déclaré avec une forte odeur de fascisme » entame cette semaine une tournée en Europe. Aujourd'hui 5 mai, il est reçu par le Ministre des Affaires Etrangères.

Le nouveau chef de la diplomatie ne vient pas en Europe pour parler de paix, plus précisément de relance du processus de paix d'Annapolis qu'il ne reconnaît pas, ni pour évoquer la solution fondée sur « deux Etats pour deux peuples ». Celui qui déclarait il n'y a pas si longtemps que « dans cette région les peuples se comportent comme des races animales » n'a toujours pas fait connaître ses intentions de paix en direction des Palestiniens.

L'accueil de ce triste personnage au Quai d'Orsay est un

affront à tous les Français. Ce n'est pas le visage d'une France solidaire, coopérative, respectueuse du Droit International que nous défendons.

Recevoir ce dirigeant et ministre ultranationaliste, d'extrême-droite, cela revient à cautionner ses propos contre la création de l'Etat palestinien. Recevoir un ministre qui habite une colonie, c'est à dire un lieu volé aux Palestiniens, revient à accepter l'idée de l'occupation, de l'annexion de la terre, qui en ce moment même, expulse les Arabes de Jérusalem-Est, leur vole et détruit leurs maisons.

Ce n'est pas en recevant de tels faucons fascistes que l'Europe et la France contribueront à faire avancer la solution de deux Etats viables. Se coucher devant de tels individus, c'est leur donner la respectabilité qu'ils cherchent en venant ici.

La France républicaine, laïque,

amie des peuples, ne peut recevoir des personnes aussi peu recommandables, portant en elles la guerre et la haine de l'autre. Ce qui devrait être à l'ordre du jour, c'est la reconnaissance de la Palestine, l'arrêt et le démantèlement des colonies, la libération de tous les prisonniers politiques, la libération immédiate de Salah Hamouri injustement détenu dans les geôles israéliennes depuis 1513 jours, la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale de la Palestine.

Tous les démocrates, tous les humanitaires doivent rapidement se faire entendre. Que la France, que l'Europe pèsent de tout leur poids, et utilisent tous leurs atouts, dont la mise en cause de l'accord d'association, pour obliger à rouvrir les chemins d'un processus de paix reconnaissant la Palestine dans les frontières de 1967.

Le raciste Lieberman, qui a qualifié le plan de Paix arabe de « recette pour la destruction de l'Etat d'Israël » ne vient pas pour rassurer ses interlocuteurs européens sur les intentions d'Israël sur la question palestinienne, mais pour conditionner cette question au règlement du dossier nucléaire iranien. Ce qui revient à repousser aux calendes grecques la création d'un Etat palestinien.

Faisons de cette journée noire et de honte pour la France une journée d'espoir pour le peuple palestinien, dont les souffrances s'accumulent depuis plus de soixante ans. ■

G. Mallié

*Déclaration faite le 5 mai lors du rassemblement organisé place de la Victoire.*



**Bordeaux Bacalan, 25 avril, repas palestinien**



Instant de détente pour Mannar, Esmat et Bassam sur les berges de la Dordogne. Libourne, à l'invitation de l'association Repères deux ex-prisonnières ont raconté leur histoire.



**Bordeaux, salle cantonale le 11 juin 2009 Michel Warschawski et Mireille Fanon-Mendes-France.**  
 Sur l'aspect juridique, concernant la dénonciation des crimes de guerre commis à Gaza durant l'agression, M. Fanon-Mendes-France a dénoncé la volonté de nombreux Etats de prolonger l'immunité d'Israël. Volonté patente, y compris pour Obama.  
 En positif, il faut noter que la Cour Pénale Internationale, en lien avec le Droit International, a malgré tout dénommé « crimes de guerre » les actes commis à Gaza. Plus de 400 associations se sont portées solidaires des actions juridiques engagées.  
 Pour M Fanon-Mendes-France, plus largement, nous assistons à une réorganisation du monde avec un ordre militaire et un ordre financier. Pour ce faire il y a une volonté de délégitimer les institutions onusiennes, Croix-rouge,.... Tout ce qui pourrait freiner le rétablissement de la loi de la jungle est remis en cause.



# La nouvelle Guerre médiatique israélienne

Le dernier ouvrage de Denis Sieffert, *La nouvelle Guerre médiatique israélienne*, paru en avril, complète avec pertinence *La Guerre israélienne de l'information* paru il y a plus de six ans et qui était consacré à l'analyse des moyens employés par les médias israéliens et occidentaux pour manipuler l'opinion publique et décrédibiliser les Palestiniens après l'échec du sommet de Camp David dans l'été 2000. La communication du gouvernement israélien, reprise sans aucun recul critique par les grands médias occidentaux, avait réussi à imputer cet échec exclusivement au président de l'Autorité Palestinienne, Yasser Arafat, qui aurait alors, selon une formule qu'on nous a ressassée sans limite, « refusé l'offre généreuse d'Israël ».

Aujourd'hui, Denis Sieffert reprend à peu près la même méthode pour examiner comment fonctionne la propagande israélienne pour justifier l'agression contre la Bande de Gaza en décembre - janvier derniers et les massacres commis par l'armée d'Israël. Afin de mieux mettre en évidence cette propagande, il remonte aux événements de l'été 2005, qui avaient permis au gouvernement d'Israël d'organiser, dans une mise scène savamment orchestrée, l'évacuation de quelques milliers de colons juifs de Gaza, suivie comme un spectacle palpitant par les médias du monde entier. Pour DS, il s'était agi là d' « une opération de communication totalement réussie ». (P. 25)

Une bonne partie du livre est consacrée au discours véhiculé sur le Hamas dans nos médias : il s'agit en fait d'un discours de désinformation produit par de prétendus « experts », des éditorialistes idéologues ou des lobbyistes au service de la propagande israélienne. DS considère aussi que l'image du Hamas est devenue un enjeu important dans la phase actuelle du conflit ; pour lui cette image ne tient pas compte de la réalité présente, elle reste figée et réduite à une interprétation de fanatisme religieux, qui certes pouvait se

comprendre il y a une vingtaine d'années, lors de la création du mouvement, mais qui est totalement erronée depuis que le Hamas s'est investi dans le combat proprement politique : la participation aux élections législatives de janvier 2006 est le signe d'une « spectaculaire évolution » (p. 61). Les documents publiés auparavant par le Hamas, en particulier la plate-forme gouvernementale, traduisent une rupture profonde avec la fameuse charte de 1988, qui sert d'alibi à ceux qui refusent toute possibilité de dialogue avec les Palestiniens. Le Hamas, aujourd'hui, inscrit son action politique dans le cadre du plan de paix arabe, ce qui signifie une reconnaissance implicite de l'existence d'Israël. Pourtant, la propagande occidentale répète à l'envi qu'aucun dialogue ni aucune négociation ne seront possibles tant qu'il ne reconnaîtra pas l'Etat hébreu. En conclusion de cette analyse, Denis Sieffert montre bien que le processus de politisation a non seulement transformé le mouvement, mais l'a pleinement inscrit dans le paysage politique palestinien et qu'il n'est pas près d'en disparaître. Il est donc parfaitement hypocrite et cynique d'utiliser le Hamas comme prétexte pour justifier la stratégie israélienne.

Les derniers chapitres se concentrent sur l'agression récente contre Gaza. DS revient sur les raisons apparentes de son déclenchement, la prétendue rupture d'une trêve par le Hamas, rupture qui aurait obligé Israël à assurer sa défense face à une menace de plus en plus inquiétante. L'analyse montre bien qu'il n'y a qu'un seul responsable à cette tragédie vécue par les Palestiniens, c'est le gouvernement d'Israël, avec sa décision d'enfermer Gaza dans un terrible blocus depuis la victoire électorale du Hamas.

Ensuite, le livre démonte sur un certain nombre de points, dont on a beaucoup parlé dans les médias (par exemple, le Hamas est un jouet de l'Iran, il utilise sa population comme bouclier humain, etc.), les méthodes de « la machine de désinformation israélienne » ; il démasque

aussi les instruments de cette machine de désinformation : certains sont connus, intellectuels de renom, dont l'obsession aujourd'hui semble d'assurer la défense exclusive de la politique de colonisation israélienne ; d'autres, comme des agences ou des sites professionnels, le sont nettement moins, mais jouent un rôle vraiment actif.

Ce livre, comme le précédent, offre donc un travail synthétique très précieux, mettant parfaitement en évidence la stratégie israélienne, qui mène la guerre sur le front médiatique et idéologique par un pilonnage d'une redoutable efficacité, dans la mesure où il permet de masquer la réalité de la violence coloniale avec une image dévalorisante et absurde de l'ennemi.

On peut se demander néanmoins pourquoi Denis Sieffert emploie le qualificatif « nouvelle » pour caractériser cette guerre. Il s'agit d'un complément de son premier livre sur cette question, et on se rend bien compte qu'il n'y a rien de nouveau dans les méthodes et les pratiques de propagande d'Israël. D'autre part, l'analyse de l'information dans les grands médias en France reste partielle. Denis Sieffert choisit des articles ou éditoriaux isolés. Leur choix est sans doute pertinent, mais l'analyse serait plus juste si elle était exhaustive : par exemple, au jour le jour, comment l'agression contre Gaza a-t-elle été traitée ? Et puis rien n'est dit sur l'information alternative, qui est certainement beaucoup plus objective ou critique (L'Humanité, ou un magazine comme Politis). Rien non plus sur l'information militante et les relais militants, qui peuvent être des vecteurs importants et crédibles, capables de limiter l'influence de la propagande sioniste. D'autres critiques, plus d'ordre politique, sont aussi possibles. Mais dans l'ensemble, il faut remercier Denis Sieffert de son travail d'information et d'explication, d'autant plus qu'il le fait dans un langage clair, parfaitement lisible et agréable à lire. C'est un outil remarquable dans le processus de mise à nu des crimes d'Israël.

JC Cavignac

Denis Sieffert, *La nouvelle Guerre médiatique israélienne*, La Découverte 11,50 €

# Gaza

## PARLONS - EN

### *La zone de sécurité et de séparation dans la Bande de Gaza : Situation temporaire ou fait accompli de l'occupation ?*

*Par Ahmed Sourani, Directeur du  
PARC de Gaza - Mai 2009*

La zone de séparation se trouve sur les frontières nord et est de la Bande de Gaza sur 55 kms de long. Elle commence au nord ouest de Beit Lahia jusqu'au sud est de Rafah. La largeur de cette zone à l'est varie entre 500 et 1500 m et au nord elle est d'environ 2000m. Elle va de la frontière de séparation avec Israël jusqu'à l'intérieur des terres de Gaza.

Après les accords d'Oslo, le retrait militaire d'Israël de Gaza en 1994 et le partage de Gaza en zone A,B,C, a commencé la constitution de cette zone en accord avec l'organisation de la sécurité de l'Autorité Nationale Palestinienne et le gouvernement israélien. La zone de sécurité était à ce moment là de 50m.

Au début de la 2<sup>ème</sup> Intifada en 2000 la situation le long de cette zone de sécurité s'est dégradée et les terres palestiniennes de la frontière sont devenues la cible d'attaques israéliennes. L'armée d'occupation israélienne a agrandi cette zone sur les terres et propriétés agricoles et industrielles et même sur les maisons des agriculteurs jusqu'à plus de 150m de large à l'intérieur des terres de Gaza. L'armée d'occupation a annoncé officiellement, après le retrait de Gaza de 2005, le déploiement de ses forces armées le long de sa frontière nord-est. Depuis cette date, les terres des zones frontalières sont la cible d'attaques répétitives et de destructions. Les maisons des agriculteurs ne sont pas épargnées, ce qui les oblige avec leurs familles à se déplacer à l'intérieur des terres vers des habitats collectifs pour trouver la sécurité.

A la lumière de ces évolutions et surtout les deux dernières années, avec l'augmentation des attaques et des tirs israéliens et l'augmentation du

nombre des points de surveillance militaires israéliens le long des frontières, cette zone augmente en longueur et en largeur, ce qui constitue un danger pour la vie des citoyens, et conduit à priver des centaines d'agriculteurs de l'exploitation de leurs terres agricoles, qui sont leur source principale de revenus.

Au début du mois d'août 2008, l'armée d'occupation israélienne a annoncé officiellement l'élargissement de la zone de sécurité vers l'ouest sur une largeur de 300m, mais réellement la superficie dépasse largement 600m pour atteindre pendant la guerre à Gaza une largeur approximative de 500 à 1000m à l'intérieur des terres. La superficie réelle a toujours été un sujet polémique, surtout qu'il s'agit d'une superficie variable qui dépend des évolutions politiques et militaires. Du point de vue des habitants de la région, la superficie de la zone « tampon » doit être limitée de manière à leur permettre d'accéder à leur terres et propriétés agricoles.

Les conséquences de l'élargissement de la zone « tampon » après la guerre de 23 jours à Gaza :

L'existence de cette zone « tampon » signifie que 25% des terres agricoles fertiles dans la bande de Gaza ne sont pas exploités, ce qui constitue une menace supplémentaire à la sécurité alimentaire.

15% des agriculteurs sont privés de cultiver leurs terres, ce qui en fait des chômeurs qui comptent sur l'aide alimentaire au lieu de participer à la production.

La destruction d'environ 50% des fermes et des entrepôts agricoles historiquement situés, pour des raisons économiques et environnementales, à l'est de la bande de Gaza.

La destruction de dizaine de puits utilisés pour l'irrigation et la consommation domestique, pendant que Israël continue de détourner les res-

sources d'eau pour alimenter ces colonies agricoles au nord du Naqab.

Sur le plan environnemental la destruction des terres agricoles et leur ravage par les bulldozers israéliens ont pollué les fermes, les réseaux d'eau et les serres.

La destruction des maisons d'habitation des agriculteurs a poussé un nombre considérable de familles à l'exode vers les zones d'habitat collectif à l'intérieur des terres, ce qui a créé beaucoup de conflits sociaux, de difficultés psychologiques et des problèmes économiques supplémentaires.

Arrêt de beaucoup de programmes et de projets de secours et de développement agricole, en plus des services médicaux et humains, à cause des difficultés de déplacement et du manque total de sécurité dans la région.

Limitation de l'extension économique et des habitations vers l'intérieur des terres à l'est et au nord de la bande de Gaza.

**En résumé :** Si la situation du fait accompli perdure dans cette région, cela constituera une menace et un danger stratégique sur l'avenir démographique et économique de la bande de Gaza, qui souffre de la limitation et de la rareté de ses ressources naturelles : la terre et l'eau.

**Il nous incombe à tous, organisations gouvernementales et locales, d'être conscients de la gravité de la situation et d'élaborer dans nos projets des stratégies d'intervention visant à soutenir et valoriser l'agriculteur sur ses terres et à protéger ce qui reste de nos ressources naturelles limitées. Cela pourrait se faire par la formation de groupes de pression pour sensibiliser les donateurs et les conduire à reconsidérer leurs priorités.**

*Traduit de l'arabe par  
Samia*

# La Palestine de Netanyahu ou le couteau de Lichtenberg

Qui a dit que les meilleures plaisanteries étaient les plus courtes ? Ce n'est apparemment pas l'avis des Israéliens. Ils trouvent la farce qu'ils racontent au monde depuis 61 ans tellement à leur goût qu'ils ne se lassent pas de la resservir.

Tout le monde a connu ou connaît ces prétendus boute-en-train qui ressassent les mêmes histoires dont ils sont les seuls à rire et que finissent par fuir les plus indulgents des auditoires. Il y a toutefois une différence entre ces mauvais plaisants et Israël. C'est que, au contraire des premiers, Israël bénéficie d'un public attentif, prêt, non à rire, mais à approuver de manière sentencieuse les éternelles resucées d'une même vieille blague.

Un Etat Palestinien, mais comment donc ! A condition d'accepter des contraintes mineures telles que :

Pas de définition des frontières qui seront de toutes façons gardées par Israël

Pas de contrôle de l'espace aérien  
Maintien et extension des colonies  
Pas de compromis sur Jérusalem, " capitale éternelle et indivisible d' Israël "

Interdiction de vous doter d'une armée pour vous défendre (mais qui donc pourrait vous vouloir du mal ?),

Ne prononcez jamais le mot obscène de "réfugiés".

Pas d'alliance avec des pays étrangers autres que ceux agréés par Israël.

Seront négociés la paie des cantonniers, les règles de priorité pour la circulation automobile, le droit de battre monnaie...

Vous ne voulez pas ? C'est bien la preuve que vous êtes des terroristes et que vous ne comprenez que le langage de la force !

Le discours de Netanyahu ne constitue certes pas une surprise. Il aurait fallu être d'une extrême naïveté pour attendre de son intervention



*Une jeune palestinienne à côté de la maison familiale détruite par les Forces d'Occupation israéliennes (FOI) dans Jérusalem Est*

une avancée vers la paix par le droit. En fait, on attendait surtout l'attitude des sponsors habituels d'Israël et on en escomptait vaguement une réaction musclée. Saluer ce discours comme un "progrès", comme l'ont fait d'une même voix les Etats-Unis et l'Europe, jette une ombre sur l'espoir soulevé par le discours du Caire du Président Obama et la faveur avec laquelle il avait été accueilli en Occident et dans les pays arabo-musulmans. Cette attitude montre que rien n'a changé au fond. Il ne faut certes pas dénier au Président Obama d'avoir montré une réelle compassion envers les Palestiniens. La compassion ne peut toutefois tenir lieu de politique. Ce qu'il faut, c'est rétablir les Palestiniens dans la plénitude de leurs droits. Si l'Occident, notamment le Président Obama, veut réellement instaurer un nouveau climat dans les relations internationales, il doit rompre avec cette étrange mansuétude qui lui tient lieu de langage politique avec Israël. S'il l'Occident veut réellement assécher le lit du terrorisme, il doit mettre fin aux situations d'in-

justice qu'il a lui-même créées et qu'il contribue à perpétuer. S'il veut montrer son désir d'en finir, non seulement avec la colonisation mais avec la matrice intellectuelle qui l'a produite, il faut qu'il cesse de presser les populations victimes d'accepter d'être les dindons de la farce de l'éternel marché de dupes. Le moins qu'on puisse dire est qu'on n'en prend pas le chemin.

Reste bien sûr le plus important. Plutôt que de concéder l'avenir de la planète à des leaders aussi estimables soient-ils, il faut continuer de militer contre l'injustice et soutenir la lutte des peuples qui l'endurent.

Et le couteau de Lichtenberg ? Lichtenberg avait défini le chef-d'œuvre dialectique de l'objet. Il décrivait ainsi quelque chose qui n'avait pas d'existence : **Un couteau sans manche, auquel il manque la lame.** La Palestine vue par Netanyahu ressemble fort à ce couteau.■

# AGENDA

Table de Palestine33  
Les fifres  
St Pierre d'Aurillac  
Délégation de Tubas  
27 & 28 juin  
\*

Palestine33 au marché paysan  
de Nérigean  
28 juin  
\*

Venue des Jeunes de Doha  
3 au 14 juillet  
\*

Nuits atypiques  
Langon  
23 au 26 août  
\*

Palestine33 présent à  
Planète Bassens  
le 29 août

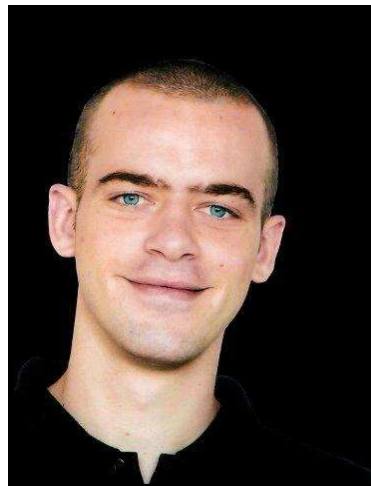
Correspondant AFPS -  
André ROSEVEGUE

Info. Gaza  
jacques.salles@wanadoo.fr

LE SITE -  
N. EDWARDS & B BERTEAU  
<http://palestine33.free.fr>

CONTACTS -  
palestine33@laposte.net  
06 84 17 44 10

« *Palestine Solidarité* »  
19h tous les 3èmes vendredi du mois  
La Clé des Ondes 90.1



## Libération de Salah

*Avec le collectif  
pour la libération  
de  
Salah Hamouri*

Denise Hamouri  
J. Claude LEFORT Président de l'AFPS

Athénée municipal de Bordeaux  
29 juin à 20h

Conférence débat

## *Danses palestiniennes*



Avec la  
troupe du  
centre  
Socio-culturel  
de Doha

Salle Gérard Philipe  
20h 30 vendredi 10 juillet  
Martignas sur Jalle

Comité Palestine 33  
27, r de Belgique - 33800 BORDEAUX  
Responsable du bulletin  
Guy MALLIÉ